

**GILCHRIST OLYMPIO
ETAIT DE LA VISITE DE
COOPERATION DU
PRESIDENT FAURE
AU GHANA P. 5**



R TOGO *NEWS*

TR 170 du 03 Déc. 2014



Le pari d'une actualité qui réveille

**Des médias (RFI, TV5, France 24) au 15e Sommet de la Francophonie
FRANÇOIS HOLLANDE CONTREDIT JEAN PIERRE FABRE ET
DONNE FORCE AU PEUPLE A TRAVERS LES ELECTIONS**



**« Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont
les élections qui permettent de savoir qui est
légitime et qui ne l'est pas »** P 3

UNIR libère les rues de Lomé/ Les ODDH et
CAP 2015 n'arrivent pas à les remplir

**LOME N'EST
DECIDEMENT PAS
OUAGA** P 2

Les Leçons de l'échec de la
Manifestation du 28 Novembre 2014

- **L'OTR se renforce en ressource humaines
529 NOUVEAUX AGENTS TECHNIQUES
ENGAGES A L'ISSUE D'UN PROCESSUS
RIGOUREUX ET TRANSPARENT** P 6
- **Présidentielle de 2015
JEAN PIERRE SE FERA SURPRENDRE PAR
ALBERTO OLYMPIO DANS LES URNES** P 2
- **Abdou Diouf a un successeur
MICHAELLE JEAN, UNE FEMME POUR LA
PREMIERE FOIS A LA TETE DE L'OIF** P 5
- **Défense des institutions de la république, soutien
à Faure Gnassingbé
LES POPULATIONS DES SAVANES DISENT
NON A DES REFORMES PERSONNALISEES** P 4

UNIR libère les rues de Lomé/ Les ODDH et CAP 2015 n'arrivent pas à les remplir

LOME N'EST DECIDEMENT PAS OUAGA

Les Leçons de l'échec de la Manifestation du 28 Novembre 2014



La preuve est désormais faite que les rues de Lomé, ne sont plus le seul monopole d'une opposition togolaise et de sa société civile qui ont abusé comme nulle part ailleurs des manifestations publiques à caractère politique. La preuve est surtout faite, face au fiasco de la manifestation conjointe des ODDH et de CAP 2015 du 28 Novembre 2014, que les populations togolaises dans leur majorité sont lassées d'une stratégie politique essentiellement axée sur la violence et les menaces et dont sert aveuglement une minorité pour mettre en péril les acquis démocratiques et les grandes avancées économiques et sociales enregistrées ces dernières années au Togo.

Mal inspirée par une situation burkinabè, pas du tout comparable à ce qui se passe au Togo, les leaders du CST, impénitents marcheurs devant l'Eternel, se sont alliés les services périodiques d'un groupuscule de partis politiques sans aucune représentativité sur l'échiquier politique togolais pour lancer l'ultime manifestation qui devrait ébranler le pouvoir et le contraindre à faire des réformes qui devraient permettre d'empêcher la candidature de Faure Gnassingbé en 2015.

Après une première manifestation organisée par CAP 2015, manifestation vite étouffée par la marée humaine réunie dans les rues de Lomé, le même jour, pour soutenir le Président Faure et les institutions de la république, Jean Pierre Fabre qui sortait d'une audience auprès du Chef de l'Etat, avait appelé ses militants et ceux de CAP 2015 à rejoindre les ODDH dans les rues de vendredi 28

novembre pour passer un dernier message au Président Faure

Cette fois UNIR a libéré les rues pour voir....

Seulement environ deux mille (2000) militants et sympathisants ont répondu à cette marche, pour laquelle, plusieurs médias, notamment RFI a parlé de « faible mobilisation ». L'expression ici est un euphémisme, puisqu'en réalité, ce qui devait théoriquement être un grand rassemblement puisqu'il s'agit de l'union des ODDH et de CAP 2015, a plutôt enregistré une mobilisation plus mince que celle du 21 novembre. Et pourtant, cette fois, les militants du parti UNIR n'étaient pas dans les rues. « On les a laissé faire pour voir de quoi ils sont capables, puisqu'ils rêvent de faire comme au Burkina Faso » ironise un cadre d'UNIR revenu de la marche des populations de la Régions des Savanes.

Deux entités pour une mobilisation plus faible, le jeu n'en valait pas la chandelle

Cette deuxième manifestation qui se voulait similaire à celle organisée les 29 et 30 Octobre à Ouaga par la société civile et l'opposition burkinabè, a tout simplement été un fiasco. CAP 2015, quoi qu'ayant faiblement mobilisé le 21 Novembre, a fait mieux que cette fois, alors que l'opinion attendait de voir le séisme promis. « La vérité c'est que ce sont les mêmes manifestants de l'ANC depuis cinq ans qui viennent alimenter toutes les marches. Les ODDH en question étant presque toutes membres du CST, c'est comme on dit, les mêmes personnes

« Le Togo n'est pas le Burkina, est-ce que je peux être candidat en 2015 »

Certains togolais qui étaient dans les confidences (rapportées par les hôtes) de l'audience accordée le 22 Novembre dernier par le Président Faure à Jean Pierre Fabre, se rappelle qu'avec un brin d'humour, le Chef de l'Etat avait demandé à ses hôtes, entre deux échanges : « Le Togo n'est pas le Burkina, est-ce que je peux être candidat en 2015 ». Une pic qui n'a pas été du goût de Jean Pierre Fabre qui estimait que le Chef de l'Etat se moquait du flop de leur manifestation de la veille qui était sensée le faire quitter le pouvoir. A peine sortit de cette rencontre et sans laisser aucune chance à la nouvelle procédure d'introduction par le couple CAR/ADDI d'une nouvelle proposition de réforme à l'assemblée nationale, Jean Pierre Fabre avait organisé une conférence de presse pour demander à ses militants de sortir massivement soutenir les prétendus « ODDH » qui sont en réalité des ailes marchandes de l'ANC. Le résultat de l'intransigeance est là et les initiateurs de la fausse révolution au Togo, doivent tirer les premières leçons qui s'imposent.

La Rue a montré ses limites

La toute première leçon pour ceux qui prennent un malin plaisir à cacher les vraies raisons de l'organisation des marches anarchiques et impestives et qui invitent leurs militants depuis cinq ans dans les rues de Lomé, est sans doute la nécessité de comprendre que mêmes les plus farouches de leurs militants montrent désormais les signes palpables de lassitude et de méfiance par rapport à une stratégie d'occupation des lieux publics. Des dizaines de milliers de manifestants en 2010, l'ANC, le FRAC, le CST et maintenant CAP 2015, en vient à mobiliser parfois moins de cinq cent (500) militants dans les rues. Le changement de dénomination et la diversification des manifestations, non plus ne semblent pas non plus remobiliser les troupes dans les rues. Les limites sont là bien en face de Fabre et Ajavon Zeus.

Le rêve de l'insurrection burkinabè n'a pas accroché ni l'opinion nationale, ni l'opinion internationale. L'autre leçon qui découle et du bras de fer remporté dans les rues par les partisans d'UNIR le 21 Novembre et de l'échec de la manifestation conjointe

des ODDH et de CAP 2015, c'est tout simplement que les réalités togolaises et burkinabè sont totalement différentes. Face à une opinion nationale finalement insensible aux multiples appels à l'insurrection, il y a eu cette sortie assassine du Président Français qui répondait aux questions des journalistes sur le cas des pays comme le Togo, le Gabon, le Cameroun ou le Tchad, où il n'y avait pas de limitation de mandat. François Hollande avait répondu : « Dans ces cas-là c'est la garantie que les élections seront libres, seront plurielles au sens des candidatures et seront démocratiques. » Peu avant il affirmait au cours de cette même interview : « En France, pendant très longtemps, on pouvait se présenter plusieurs fois. Je ne peux pas interdire à des Chefs d'Etats de se présenter plusieurs fois aux scrutins. Ce que je n'accepte pas, comme d'ailleurs les populations concernées, c'est qu'on puisse au dernier moment, alors qu'il y a une règle constitutionnelle, la modifier ». Le débat devient, on ne peut plus clair, la situation burkinabè n'est pas celle du Togo.

Donner une chance à des réformes consensuelles

Néanmoins, si les togolais s'accordent sur la nécessité des réformes, il faut qu'elles se fassent de manière consensuelle. Et l'assemblée nationale, haut lieu du débat démocratique devrait donc accueillir les échanges entre les différentes forces politiques présentes, en vue de l'aboutissement de ce consensus comme l'a souhaité le Chef de l'Etat lors de l'audience qu'il a accordée à Jean Pierre et ses alliés de CAP 2015. Ces échanges permettront de résoudre une fois pour toute cette question de la rétroactivité au cas où les dispositions constitutionnelles sur la limitation du mandat présidentielle à deux mandats non renouvelables, venaient à être réformées. En l'absence de tout consensus et conformément au Protocole additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance, toute révision de dispositions aussi importantes dans le processus électoral, serait impossible. Et que ceux qui aujourd'hui bloquent le consensus sur la question, ne s'étonnent pas demain que le Président de la République dise qu'il respectera la constitution.

Germain POULI

Présidentielle de 2015

JEAN PIERRE SE FERA SURPRENDRE PAR ALBERTO OLYMPIO DANS LES URNES



Conscient de ses faiblesses, Alberto Olympio, adopte une stratégie diamétralement opposée à celle de ses premiers concurrents de l'opposition. Conscient que dans son cas, la première victoire à remporter et celle du bouleversement de l'ordre préétabli au sein d'une opposition globalement en perte de vitesse, le Président du Parti des Togolais a choisi de se faire accepter par des actions de proximité. « Le Président de notre parti est allé dans plus d'une dizaine de village dans la région centrale et a été surpris qu'avant lui, aucun leader de l'opposition n'y étaient. Les populations dans ces villages ne connaissaient que les gens du parti au pouvoir qui venait leur offrir des choses et demander qu'elles votent pour eux aux prochaines élections » déclarait la semaine dernière un des collaborateurs d'Alberto Olympio sur une radio de Lomé. Profitant de la sortie de son livre autobiographique « Je prends le parti des Togolais », Alberto Olympio écume les hameaux les plus reculés au point de rivaliser avec Jean Pierre Fabre, qui pour la première fois de sa carrière politique avait parcouru, selon ses services de communication, plus de 85 localités togolaises dans le cadre d'une tournée nationale. Une telle lancée du Parti des Togolais, si elle est maintenue et si elle est suivie d'une réelle adhésion des militants de l'opposition et d'une grande frange de sympathisants indécis, risque d'évincer sur le terrain celui qui devenu trop suffisant depuis qu'il porte le titre de leader de l'opposition, a repris de plus belle avec les manifestations publiques à Lomé, au lieu d'aller à la conquête d'un électoral, depuis 2007, majoritairement acquis au Président Faure. La présidentielle de 2015, risque de réserver des surprises, en ce qu'elle pourrait révéler un autre leader de l'opposition.

Patrick NIMA

Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRÉTARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

La Colombe

Des médias (RFI, TV5, France 24) au 15e Sommet de la Francophonie à Dakar

FRANÇOIS HOLLANDE CONTREDIT JEAN PIERRE FABRE ET DONNE FORCE AU PEUPLE A TRAVERS LES ELECTIONS

« Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas »



François Hollande

Le débat sur le respect de la constitution en vigueur et sur la possibilité ou l'impossibilité pour les présidents africains ayant bouclé au moins deux mandats, a été très vivace au Togo et particulièrement au sein d'une opposition radicale togolaise qui a cru bon exceller dans les menaces d'insurrection et la violation systématique des règles constitutionnelles en vigueur. Pour mieux blâmer leurs militants totalement démotivés par cinq années de ridicules et infructueuses manifestations de rue, un leader, Jean Pierre Fabre, Président de l'ANC et candidat déclaré à la prochaine présidentielle, a cru devoir affirmer à la face du monde qu'il était soutenu dans ses errements par le Président français François Hollande. Moins d'une semaine après cette déclaration du prétendu soutien du président français, c'est François Hollande lui-même qui fait deux sorties significative sur la question. Deux sorties qui ont eu le mérite de contredire tout ce qui s'organise en terme de manifestation populaire pour créer au Togo l'insurrection qui a permis à la rue de chasser Blaise Campaoré du pouvoir au Burkina Faso. Nous commencerons par la plus récente de sortie, la samedi 29 novembre à l'Ouverture officielle du 15e Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Dakar. Dans son discours de circonstance qui était d'ailleurs très attendu par toutes les classes politiques du continent africain, le Président Hollande disait ceci en rapport à la question : « Là où les règles constitutionnelles sont malmenées, là où la liberté est bafouée, là où l'alternance est empêchée, j'affirme ici que les citoyens de ces pays sauront toujours trouver dans l'espace francophone le soutien nécessaire pour faire prévaloir la justice, le droit et la démocratie. Il y a quelques semaines, le peuple burkinabè a fait une belle démonstration. A lui aussi de maîtriser ce processus, de faire en sorte que les règles puissent être posées et encore une fois respectées, que la réconciliation vienne et que l'on évite tout règlement de compte inutile. Mais aussi ce qu'a fait le peuple burkinabè, doit faire réfléchir ceux qui voudraient se maintenir à la tête de leur pays en violant l'ordre constitutionnel. Parce que ce sont les peuples qui décident. Ce sont les élections qui permettent de savoir qui est légitime et qui ne l'est pas. ».

Plus explicite la veille lors d'une interview groupée qu'il a accordée à nos confrères de RFI, TV5 et France 24, le Président Hollande était on ne peut plus clair. Nous reprenons pour nos lecteurs un extrait de cette instructive interview sur RFI :

Christophe BOISBOUVIER : Il y a ceux (les présidents, NDLR) qui en effet sont tentés de changer la constitution le Congo Kinshasa, le Congo Brazzaville, le RWANDA, et puis il y a ceux où la constitution leur permet de se représenter autant de fois qu'ils veulent, le Tchad, le Cameroun, le Gabon, le Togo, qu'est-ce que vous pensez de ces situations-là ? »

François HOLLANDE : En France, pendant très longtemps, on pouvait se présenter plusieurs fois. Je ne peux pas interdire à des Chefs d'Etats de se présenter plusieurs fois aux scrutins. Ce que je n'accepte pas, comme d'ailleurs les populations concernées, c'est qu'on puisse au dernier moment, alors qu'il y a une règle constitutionnelle, la modifier surtout quand la règle constitutionnelle a été approuvée par référendum.

Christophe BOISBOUVIER : Et alors ces pays où la Constitution leur permet de rester au pouvoir et de se représenter aussi longtemps qu'ils le veulent, qu'est-ce que vous en pensez de cette situation ? François HOLLANDE : Dans ces cas-là c'est la garantie que les élections seront libres, seront plurielles au sens des candidatures et seront démocratiques.

De quel soutien se prévaut donc Jean Pierre Fabre au détriment du choix de la majorité des togolais? François Hollande pouvait-il apporter meilleur soutien aux togolais que de demander que leur vote soit prise en compte et que leur choix s'impose démocratiquement.

JEAN PIERRE FABRE, LE MENTEUR HUMILIE

De ce débat qui est finalement tranché en faveur de la légalité constitutionnelle et de l'expression de la volonté populaire à travers les urnes, il ressort que le camp des extrémistes a perdu la bataille. Il l'a perdu dans la rue et dans l'opinion nationale et internationale. Conséquence immédiate, les appels au soulèvement populaire lancé par l'ANC, CAP 2015 et sa branche de la société civile n'ont pas été suivis. Les deux manifestations programmées pour faire du Togo un autre Burkina Faso, ont échoué. A l'opposé c'est plutôt UNIR a remporté ce bras de faire de la mobilisation populaire dans les rues. Autre conséquence pour un leader comme Jean Pierre Fabre, présidentiable en 2015, c'est une vraie gifle reçue au visage. Les deux sorties de François Hollande, qui prétendent le soutiendraient dans ses projets d'insurrection au Togo, ont fait de lui un menteur et un incapable devant l'opinion surtout devant ses partisans. C'est un leader fragilisé qui a assisté à une démobilisation visible de la part de ses militants qui n'ont même pas daigné sortir le 28 novembre pour soutenir la marche des ODDH proches de leur parti. C'est au finish un leader doublement humilié d'un part après sa rencontre avec le Président Faure au lendemain d'une marche insurrectionnelle infructueuse et d'autre par la le Président François Hollande qui affirme être plus sensible au choix des peuples, qui confère la légitimité, comme c'est le cas au Togo. En politique, comme partout, le mensonge finit toujours par rattraper le menteur et il ne fait pas bon d'être menteur par ces temps qui courent.

Patrick NIMA



Jean Pierre Fabre

La présidentielle 2015 sous de bons hospices L'ONU S'ENGAGE AUX COTES DU TOGO POUR DES ELECTIONS CREDIBLES, LIBRES ET JUSTES



Ibn Chambas

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a réaffirmé son engagement à accompagner le Togo dans l'organisation de la présidentielle de 2015 pour assurer un scrutin crédible, libre et transparent. C'est ce qui a filtré de l'audience accordée par le Chef de l'Etat Faure Essozimna GNASSINGBE à Mohamed Ibn CHAMBAS, le représentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le vendredi dernier.

Il y a quelques mois, l'organisation onusienne avait dépêché au Togo une mission pour s'enquérir des besoins pour assurer une bonne gestion des élections et jeter les bases d'une collaboration entre les Nations Unies et le Togo en matière électorale.

A l'heure où l'opposition togolaise semble faire des réformes constitutionnelles et institutionnelles le seul fondement de la démocratie au Togo, les Nations Unies expriment, à contrario, leur attachement à l'organisation d'élections libres, crédibles et transparentes. C'est aussi le point de vue de François Hollande, Président français, exprimé lors d'une interview qu'il a accordée à nos confrères de Rfi, France 24 et TV5 Monde quelques heures avant de s'envoler pour le XVème Sommet de la Francophonie à Dakar. Le Togo a d'ailleurs donné la preuve de sa

maturité politique à travers l'organisation des législatives de 2007, 2013 et de la présidentielle de 2010 ; élections unanimement saluées par la communauté internationale pour leur caractère libre, transparent et équitable.

Autre sujet au menu des discussions lors de la rencontre entre Faure GNASSINGBE et Ibn CHAMBASS, la lutte contre la maladie à virus Ebola. Sur la question, M. CHAMBAS a annoncé à Faure GNASSINGBE, coordonnateur de la riposte et de la lutte contre Ebola en Afrique de l'ouest, que la communauté internationale a établi une mission à Accra au Ghana. Cette mission, va travailler dans les bureaux des trois (3) pays les plus concernés par la maladie à savoir la Guinée, le Sierra Léone et le Liberia.

Les deux hommes ont également discuté de la transition au Burkina Faso. « Il y a nécessité pour la communauté internationale, y compris les Nations Unies de travailler très étroitement avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA) d'accompagner le processus de transition au Burkina Faso pour aboutir à des élections libres et justes », a indiqué le diplomate onusien.

Paul KATASSOLI

Report du démarrage de la révision des listes électorales LES MILITANTS DE CERTAINS PARTIS POLITIQUES S'IMPATIENTENT



La révision des listes électorales en vue de l'élection présidentielle de 2015, prévue pour démarrer demain 2 décembre a été reportée à une date ultérieure. C'est ce qui ressort d'un communiqué de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

Bien que le communiqué de la CENI souligne que ce report est dû à des raisons « indépendantes » de sa volonté et précise que « dès que les conditions seront réunies, un nouveau chronogramme sera établi », certaines sources proches de la structure responsable de l'organisation, de la supervision des élections et de la proclamation des résultats évoquent des raisons techniques et logistiques. Il s'agirait entre autre du retard accusé dans la formation, la mise à disposition et le déploiement des opérateurs de saisie.

Pour l'heure, les militants des partis politiques à l'instar de l'Union pour la république (UNIR), qui définissent le jeu politique, non comme des parades sanctionnées d'empoignades dans la rue mais par des élections libres et transparentes, attendent de pied ferme le lancement de cette phase du processus électoral qui annonce précisément les couleurs du scrutin. Ils sont d'ores et déjà mobilisés et s'impatientent. Pour leurs leaders, le message est clair : « se faire recenser pour, le moment venu, porter son choix sur le candidat du parti UNIR. »

Pablo ZOUBE

Défense des institutions de la république, soutien à Faure Gnassingbé

LES POPULATIONS DES SAVANES DISENT NON A DES REFORMES PERSONNALISEES

« Faure Gnassingbé d'être... candidat à la prochaine élection présidentielle, afin de parachever l'œuvre de reconstruction du Togo qu'il a entamée et qu'il conduit avec doigté »



Les manifestants dans les rues de Dapaong

Depuis quelques temps, les militants du parti UNIR (Union pour la République) en particulier et les populations togolaises qui ont foi en l'action du Chef de l'Etat ne cessent de lui témoigner leur soutien. Ainsi, après la grande vague blanc et bleu qui a déferlé sur la capitale Lomé le 21 novembre dernier, c'était autour de Dapaong le 28 novembre.

Jeunes, vieux, militants et sympathisants du grand parti UNIR, ils sont venus des différentes préfectures de la région des Savanes à savoir Oti, Tandjouare, Kpendjal, Cinkassé et Tone pour manifester leur soutien aux institutions de la République. C'est une véritable marée humaine qui est descendue dans les rues et qui a sillonné les artères de la ville de Dapaong. A leur coté, plusieurs cadres d'UNIR natifs des Savanes et une importante délégation du Bureau National du parti.

A travers cette marche, les populations des Savanes ont voulu faire entendre leur voix et donner leur position sur les débats sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles. « Les militants et sympathisants de

l'UNIR de la région des Savanes adhèrent à l'esprit des réformes, mais pas à des réformes personnalisées », précisait la déclaration présentée lors du meeting. C'était l'occasion pour les populations d'exprimer leur adhésion et leur attachement à la politique de Faure GNASSINGBE qu'elles désirent voir poursuivre son œuvre. Elles demandent avec instance « au président Faure Gnassingbé d'être... candidat à la prochaine élection présidentielle, afin de parachever l'œuvre de reconstruction du Togo qu'il a entamée et qu'il conduit avec doigté ».

Parmi ces œuvres, de nombreuses réalisations du président Faure Gnassingbé et qui sont visibles dans les Savanes. Entre autre, il s'agit de la route nationale Lomé-Cinkassé érigée en boulevard au niveau de la ville de Dapaong, le désenclavement de la préfecture de Kpendjal, la mise en place de mini-adduction d'eau dans les cantons, l'extension de l'électricité dans les chefs-lieux et l'électrification rurale, la construction des centres de santé, la distribution de matériel agricoles etc.

Pablo ZOUBE

Les leçons de la Majorité Silencieuse à l'opposition togolaise
« SAUVER LE TOGO, C'EST DEFENDRE ET SE SOUMETTRE SANS CONDITIONS AUX LOIS DE LA REPUBLIQUE »



La table officielle lors du point de presse

Suite à la nouvelle trouvaille de l'opposition togolaise réunie au sein de CAP 2015 et des organisations de défense des droits de l'homme d'instaurer un nouveau régime de marche, le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance (MJPG), un mouvement membre de Majorité Silencieuse, a fait un point de presse pour faire l'analyse de ces marches et rappeler l'opposition à l'ordre. Pour le MJPG, le refus de suivre l'itinéraire tracé par l'autorité lors de la marche du 21 novembre a été un acte prémédité de l'opposition qui voulait délibérément créer un climat de tension qui leur permettra de porter atteinte aux lois de la République. « Ces piètres politiciens espéraient de toutes leurs forces que, dans l'inévitable affrontement avec les forces de l'ordre, ils pourraient disposer de deux ou de trois cadavres des jeunes qu'ils poussent dans les rues, pour a m e u t e r la communauté internationale. C'est triste ! », déclare le MJPG avant de poursuivre « Quoi qu'il en soit, s'ils ont des oreilles, qu'ils entendent bien ce message : Sauver le Togo, c'est défendre et se soumettre sans conditions aux lois de la République. ».

La majorité silencieuse met donc en garde toute personne qui se livrera à des actes de violence « nous

mettons en garde tous ceux qui, sous prétexte de défendre des libertés déjà largement acquises ou des réformes qui sont déjà en étude dans le cadre constitutionnel approprié, se livreraient à des actes de violence et d'appel à une insurrection populaire, qu'ils auront à répondre devant le tribunal des hommes et de l'histoire, de toutes les déconvenues qui en découleront. » a-t-elle prévenu.

Il faut rappeler que la journée du 21 novembre était marquée par deux marches à Lomé. D'un côté, la Majorité Silencieuse et les associations favorables à UNIR mobilisaient des milliers de togolais dans les rues de Lomé pour qu'ils expriment leur attachement au respect des institutions de la République à travers une marche pacifique. De l'autre côté, les partis politiques regroupés dans le CAP 2015 marchaient pour exiger les réformes institutionnelles et constitutionnelles avant les élections de mars 2015. Malheureusement, cette deuxième marche a été émaillée de scènes de violence et a été dispersée par les forces de l'ordre et de sécurité parce que l'opposition insistait à maintenir le Palais des congrès comme point de chute malgré le refus de l'autorité.

Hubert LENOIR

Meeting de Sensibilisation et d'information à Notsé UNIR INFORME ET PREPARE SES MILITANTS DANS LA PERSPECTIVE DE LA PRESIDENTIELLE DE 2015



Les militants de UNIR présents au meeting

Les cadres d'UNIR étaient jeudi 20 novembre dernier à la Place de l'Indépendance de la ville de Notsé, où ils ont animé un gigantesque meeting de sensibilisation et d'information à l'intention de leurs militants. C'est donc cette zone qui a accordé les trois sièges au parti UNIR lors des dernières législatives, qui a accueilli la première des missions d'explication et de sensibilisation qui iront à la rencontre des populations et surtout des militants pour apporter des éclairages sur la situation politique actuelle dans notre pays. A Notsé, ils étaient nombreux, cadres et militants de première heure à faire le déplacement. A leur tête le Conseiller KEKEH du bureau national d'UNIR, Elom KLASOU, vice-président de l'Assemblée

nationale, tous d'eux des fils de la localité, soutenus par la présence de Georges AIDAM, vice-président d'UNIR. « Notre pays, le Togo, doit demeurer un pays paisible et prospère où les filles et fils doivent cultiver l'esprit de la conciliation. Nous avons voulu, par ce meeting, appeler nos militants à l'apaisement et ne pas céder à la provocation ni à la violence pendant ces moments où certains appellent à manifester pour exiger les réformes. Nous disons qu'il n'est pas bon d'instrumentaliser les réformes. Le processus des réformes UNIR dit « OUI » mais dans un esprit de conciliation et de consensus. Pas de violence, mais ensemble soyons unis pour combattre la pauvreté. Nous ne voulons pas de la surenchère autour des réformes mais

c'est ensemble que nous devons procéder. Depuis 2006, les hommes et femmes de bonne foi doivent reconnaître qu'il y a eu des avancées certes tout n'est pas parfait mais ce qui reste ne doit pas être un marchandage. » a expliqué l'Honorable KLASOU à la fin de ce meeting qui a également été l'occasion de sensibiliser les militants sur la nécessité d'avoir sa carte d'électeur pour la prochaine présidentielle. M. Georges AIDAM a transmis aux populations toute la gratitude du Président Faure pour la confiance que les populations de Haho lui ont accordée en offrant les trois sièges à UNIR. La rencontre a pris fin dans la liesse générale.

Germain POULI

FAÏCHA Pressing
Lavage à Sec Express

Derrière SOMAYAF (ex AGIP Agoè)
2è virage à droite, face au domicile du Ministre DOGO

Nos atouts :

- ❖ Qualité des services
- ❖ Excellent rapport qualité/prix
- ❖ Collecte et livraison à domicile

Tél. : 22 46 03 20 / 90 02 12 71

FAÏCHA Pressing, la sensation de la propreté

GILCHRIST OLYMPIO ETAIT DE LA VISITE DE COOPERATION DU PRESIDENT FAURE AU GHANA



*Gilchrist Olympio (debout)
s'entretenant avec Faure Gnassingbé
et Mahama Dramani*

Le président national de l'Union des Forces de Changement (UFC), Gilchrist Olympio était à Accra aux côtés du Président Faure GNASSINGBE qui était en visite de travail de trois jours avec son homologue Mahama DRAMANI. Une présence très appréciée des hôtes ghanéens. A ce propos, le Président Faure GNASSINGBE déclare : « Je pense que sa présence ici est l'un des symboles de la réconciliation qui est en cours au Togo. Mais cette réconciliation et ce symbole ont une racine, une fondation qui est le progrès démocratique, le progrès dans la construction et la consolidation d'un Etat de droit. C'est aussi cet état de fait qui nous a permis d'aller vers la normalisation de nos relations avec le Ghana parce que nous partageons les mêmes principes de démocratie et de liberté avec ce pays »

Le leader charismatique, le plus connu de l'opposition togolaise, s'est également confié à la presse. Il parle sans ambages de l'état des relations entre son parti et celui du Président Faure. Il se prononce également sur les réformes, la candidature de son parti à la prochaine présidentielle et bien évidemment sur la situation au Burkina Faso. Nous reprenons pour vous la quintessence de ses propos recueillis par nos confrères de l'agence Afreepress.

Frictions et de malentendus entre l'UFC et le parti au pouvoir ?

« Je ne dirai pas qu'il n'y a pas de frictions. Il y a des frictions mais notre rôle en tant que parti politique c'est d'éliminer, pas complètement mais de les adoucir les frictions qui arrivent encore dans notre pays. Ce n'est pas notre intérêt de créer des problèmes parce qu'il faut en créer, de créer des difficultés parce que nous sommes des partis politiques de l'opposition. Ce que nous voulons, c'est de regrouper le maximum d'opinion dans notre pays pour qu'on puisse participer à sa reconstruction. C'est l'avenir qui compte pour nous et nous ne voulons pas tout le temps regarder dans le rétroviseur. »

Quelle contribution aux projets de développement entre les deux pays

« D'abord il y a la paix au Togo, une paix générale, les gens sont libres il y a au moins une vingtaine de journaux, de radios, de télévisions dans le pays. C'est déjà un grand pas

en avant. Ensuite nous avons beaucoup de projets en cours. Je soutiens à 100% le projet de la Volta qui va permettre de canaliser l'eau pure de la Volta vers le Togo. Nous avons plusieurs autres projets sur lesquels je travaille, notamment celui de la vallée de l'Oti dans le nord du Togo pour l'aménagement de l'Oti et en même temps y créer un complexe sucrier. Dans ce domaine je crois que nous sommes légèrement en avance sur le Ghana parce que le nôtre sera prêt avant celui du Ghana. »

Sur les questions des Réformes et la Candidature de l'UFC à la prochaine présidentielle

« Notre parti UFC sera présent au prochain scrutin. Il n'y a pas de doute là-dessus. Mais la manière dont nous allons participer à ce scrutin reste une affaire du congrès du parti. Ce congrès se tiendra d'ici quelques mois et nous allons prendre certaines décisions. Pour ce qui concerne les réformes constitutionnelles et institutionnelles, je peux dire tout de suite que c'est la politique fondamentale de notre parti et nous sommes en discussion avec le Président Faure sur la question. Donc nous devons voir les modalités pour les appliquer afin de ne pas disloquer complètement notre pays. Nous travaillons là-dessus dans une atmosphère d'optimisme.

Ces réformes peuvent intervenir avant, pendant ou après les élections.

Sur la crise du Burkina Faso

« Je suis, un peu triste. Je ne connais pas très bien la politique interne de ce pays mais je sais que pendant les moments difficiles au Togo, le président Blaise Compaoré a déployé beaucoup d'effort pour nous aider à sortir de notre crise. C'est comme cela j'ai fait sa connaissance. Je crois qu'une certaine solution a été apportée par les Burkinabè à leur problème. De notre côté aussi, nous devons apporter nos solutions à nos problèmes. Ne pas nécessairement les importer soit du Burkina, de la Tunisie, de l'Egypte ou on parle du printemps arabe. Je ne conçois pas, je n'adhère pas à cette façon de raisonner. Nous avons nos problèmes et nous devons nous asseoir pour les résoudre nous-mêmes et je crois que c'est ce qui est en cours. »

Dernier Acte du séjour ghanéen du Président Faure GNASSINGBE INAUGURATION DE L'INTERCONNEXION FERROVIAIRE ENTRE LE TOGO ET LE GHANA



La visite de travail du Président Faure GNASSINGBE au Ghana s'est achevée le mercredi 26 novembre 2014 par une cérémonie officielle d'inauguration de l'interconnexion ferroviaire entre les deux pays. Quelques semaines après l'ouverture du poste de contrôle juxtaposé de Noépé, les deux présidents des deux pays se sont retrouvés à nouveau pour inaugurer ce tronçon ferroviaire de 8 km qui permettra au groupe cimentier WACEM de transporter, dans les meilleures conditions de sécurité, le klinker depuis la carrière situé à Tabligbo au Togo jusqu'à son usine au

Ghana.

C'est le petit village frontalier d'Agbawoeme Aflao qui a accueilli cette cérémonie à laquelle, ont assisté des délégations officielles des deux pays et les premiers responsables du groupe WACEM et de sa filiale TogoRail. L'éclat de la cérémonie a été rehaussé par la forte présence de la chefferie traditionnelle du Togo et du Ghana. C'est d'ailleurs Torgbui Adzongaga Amenya Fiti V, Chef Suprême d'Aflao qui a pris le premier la parole pour souhaiter la bienvenue à ses hôtes, avant la présentation du projet par le M. Prasad Motaparti, Président du Togo Rail Cultural. Lorsqu'il a pris la parole, le Chef de l'Etat togolais, Faure GNASSINGBE a rappelé le contexte de l'évènement en ces termes : « La cérémonie d'inauguration de ce jour se situe dans le droit fil de notre commune détermination à mettre un à un en place, les maillons qui permettront à nos deux pays et à nos populations de cheminer ensemble sur la voie du développement économique. C'est un pas de plus que nous venons de faire dans la bonne direction, celle de la mise en place progressive d'un réseau dense d'infrastructures qui nous permettront de cultiver davantage notre proximité et de la mettre surtout au service de nos projets de développement ». La cérémonie a pris fin avec la coupure du ruban symbolique par les deux Chefs d'Etat accompagné du Président du groupe WACEM et du Chef traditionnel d'Aflao.

Germain POULI

Conseil des ministres L'AVANT-PROJET DE LOI DE FINANCES GESTION 2015 ADOPTE

Au cours du conseil des ministres tenu le vendredi 21 novembre dernier, le gouvernement a adopté en première lecture l'avant-projet de loi de finances, gestion 2015. Cet avant-projet de loi de finance a été élaboré dans la perspective de la poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE). « Dans le cadre de la mise en œuvre de la SCAPE, le gouvernement ambitionne d'atteindre en 2017 un taux de croissance d'au moins 6.2%, afin de maintenir la stabilité macroéconomique et de réduire la pauvreté en améliorant les conditions de vie des populations togolaises », précise le Communiqué du Conseil des Ministres.

Tout comme celui de cette année qui tire à sa fin, l'avant-projet de loi de budget de l'année 2015 est équilibré en recettes et en dépenses. Les ressources comme les dépenses, connaissent un accroissement de 11,5% par rapport au budget révisé de l'année 2014. Il faut aussi relever que les prévisions de recettes et de dépenses au titre des comptes spéciaux du trésor s'élèvent à 2,5 milliards de FCFA en 2015 contre 2,3 milliards en 2014, soit une hausse de 8,7%.

Les dépenses les plus élevées sont allouées au paiement des fonctionnaires et à l'investissement. Les dépenses de personnel s'élèvent à 162,9 milliards de F CFA, soit une hausse de 13,3% par rapport à l'année 2014 due, entre autres, à la conversion en points d'indice des indemnités forfaitaires des 20.000 FCFA et 30.000 FCFA, au déplaçonnement de la grille indiciaire, etc. Les dépenses d'investissement totalisent 247,6



milliards de FCFA, soit une hausse de 7,2% par rapport à 2014 due majoritairement à l'augmentation des investissements dans le domaine des infrastructures routières financées sur ressources internes.

Le gouvernement espère mobiliser davantage les ressources internes avec l'opérationnalisation de l'OTR et les capacités qu'offre le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur. Les dons, les appuis budgétaires et les emprunts vont aussi être des ressources de l'extérieur qui vont servir à l'exécution de cette loi de finance. A entendre le gouvernement, des mesures nouvelles permettant de mieux lutter contre la pauvreté, d'améliorer les recettes publiques, de relancer l'économie par l'investissement dans les secteurs porteurs de croissance, et d'améliorer les conditions de vie des populations sont contenues dans cet avant-projet de loi. Après son adoption par le gouvernement, cet avant-projet de loi va être déposé sur la table des parlementaires qui vont l'étudier à fond avant de le voter.

La Rédaction

Abdou Diouf a un successeur MICHAËLLE JEAN, UNE FEMME POUR LA PREMIERE FOIS A LA TETE DE L'OIF



Mme Michaëlle Jean reçue en audience à New York par Faure

L'ancienne Gouverneure générale du Canada et actuelle Présidente d'honneur de l'Université d'Ottawa, Michaëlle Jean a été désignée, par consensus par les Chefs d'Etats et de Gouvernements, pour succéder à Abdou Diouf étant que nouvelle Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

Première femme à occuper ce poste depuis la création de l'Organisation en 1970, elle a devancé quatre autres candidats de taille parmi lesquels l'ex-président burundais Pierre Buyoya, l'ex-premier ministre mauricien Jean-Claude de l'Estrac, l'ancien ministre équato-guinéen Agustin Nze Nfumu et l'écrivain et diplomate congolais Henri Lopes.

Agée de 57 ans, celle qui devra prendre fonction en janvier 2015, s'est réjouie d'apprendre que ce choix "a été accompagné d'un vrai consensus, ce qui traduit un gage de confiance pour mener et accompagner des objectifs très ambitieux". Elle a en outre déclaré s'engager à « répondre aux besoins et

aux attentes des Etats et gouvernements membres de l'OIF tout en donnant une nouvelle impulsion à la Francophonie ».

Première Secrétaire Générale qui n'est pas originaire d'Afrique, Michaëlle Jean dit vouloir plaider pour une "Francophonie moderne et tournée vers l'avenir".

Mme Jean a remercié les gouvernements du Québec, du Canada, du Nouveau Brunswick et d'Haïti pour leur soutien. Elle a aussi rendu hommage à l'ex-président sénégalais Abdou Diouf, qui lui cédera très prochainement les rênes de l'Organisation. En septembre dernier dans le cadre de sa campagne de séduction, elle avait été reçue à New York par le Chef de l'Etat togolais, en marge de la 67e session des nations-Unies. A sa sortie d'audience, elle a déclaré être venue partager sa vision de la Francophonie avec les Président Faure et solliciter le soutien du Togo pour son élection au poste de Secrétaire Générale.

Germain POULI

L'OTR se renforce en ressource humaines

529 NOUVEAUX AGENTS TECHNIQUES ENGAGÉS A L'ISSUE D'UN PROCESSUS RIGoureux ET TRANSPARENT



Vue partielle des 529 nouveaux agents



Les premiers responsables de l'OTR

Ils sont au total 529 à pousser les portes de l'Office Togolais des Recettes (OTR) qui pour leur première expérience professionnelle, qui pour une reconversion. Eux, ce sont les nouveaux agents techniques qui viennent renforcer l'effectif de l'OTR. Ils ont été officiellement accueillis par le Commissaire General, Henri Gaperi qui a tenu à leur souhaiter en personne la bienvenue au sein de l'appareil de référence qu'est l'Office et à les exhorter au travail bien fait selon les règles de la maison qui ne sont autres qu'efficacité et tolérance zéro à la corruption.

« Vous êtes ici parce que vous êtes méritant, pas parce que quelqu'un vous y a poussé. J'espère que vous serez engagés à pousser ce pays. Ce qu'on attend de vous, c'est de faire de

vos mieux car vous êtes le futur de ce pays et le futur ne commence pas demain, mais aujourd'hui », a déclaré le Commissaire General très enthousiaste. Il n'a cependant pas manqué de rappeler aux 529 agents techniques les règles qui régissent la maison OTR en les exhortant à toujours bien faire leur travail partout où ils seront affectés. « Partout où vous serez au Togo, sachez que vous y serez mon représentant et celui de l'OTR. Ne faites pas ce que je ne pourrai faire » a-t-il déclaré avant de conclure : « Je suis sûr que dans quelques mois tout le pays va remarquer de nombreux changements et ils proviendront de vous. »

Les nouveaux agents techniques qui viennent ainsi renforcer l'effectif de l'OTR ont été

retenus à l'issue d'un processus rigoureux mené dans la plus grande transparence. Ils étaient 5000 à composer pour 1031 retenus pour les épreuves orales à l'issue desquelles 529 ont été déclarés admis au bout d'un processus qui a duré 4 mois.

Pour éclairer l'opinion, M. Philippe Kokou TCHODIE, Commissaire des Services Généraux a exposé quelques-uns des critères qui ont guidés les travaux des différentes commissions à savoir les pourcentages affectés aux notes obtenues et surtout les critères relatifs au sexe, à l'âge et à la note obtenue à l'oral qui ont été utilisés pour départager les candidats ex-æquo. Pour des raisons liées aux difficultés contenues dans certaines épreuves, des candidats inscrits en Audit interne et

Assurance qualité ont été affectés en Douanes et Impôts où ils seraient plus utiles parce que plus compétents et plus qualifiés. Pour la suite, les 529 agents entament le lundi 8 décembre, et ce pendant 2 semaines, un séminaire d'introduction et de formation qui les outillera sur les procédures de l'OTR, sa politique, ses programmes et sa vision.

Avec eux, l'OTR à un effectif total de 1600 agents composés des agents redéployés des douanes et des impôts, des Commissaires et des chefs sections recrutés sur appel à candidature et bien entendu des nouveaux agents techniques.

Paul KATASSOLI

Journée mondiale de lutte contre le Sida

CHIFFRES, BILAN, L'ETAT DES LIEUX AU TOGO

35 000 personnes sous antirétroviraux ; 2,5% de taux de prévalence nationale, 3,4% à Lomé et 0,3% dans les Savanes

Le monde entier a commémoré hier, la 27e journée mondiale de la lutte contre le Sida. En prélude à cette célébration, le Professeur Vincent Pitché, Coordonnateur national du Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (SP CNLS-IST), a fait l'état des lieux de l'épidémie de Sida au Togo et dans le monde. Selon son exposé, le taux de prévalence du Sida au Togo et dans la population d'âge compris entre 15 et 49 ans est de 2,5%. C'est la capitale Lomé qui est plus menacée par cette maladie avec un taux de prévalence de 3,4%. Elle est suivie de la Région plateaux avec 2,3%. La région centrale est classée en 3e position avec un taux de 2,2%. La région Kara a 1,2% et 4e au classement. La région des savanes est la moins affectée par le sida avec un taux de prévalence de 0,3%. Un taux de prévalence en baisse de Lomé vers l'intérieur du pays.

En plus de ce classement, par région, le rapport du Professeur Pitché montre que les femmes sont en moyenne 2 fois plus infectées que les hommes avec une forte infection chez les jeunes filles. En effet, le taux de prévalence chez les femmes est de 3,1% contre 1,7% chez les hommes. Chez les groupes clés, les homosexuels occupent la 1ère place

avec 19,6%, suivis des prostituées, 13,5% et les usagers de drogues, 5%. Sur le plan mondial, le rapport publié par l'OUNSIDA fait état de 35 millions de PVVIH avec 2/3 en Afrique subsaharienne, soit 24 millions de PVVIH. Chaque année, 2,1 millions de personnes sont infectées et 1,5 millions de personnes meurent du sida avec 1,1 millions en Afrique subsaharienne.

Dans le cadre de la prise en charge du traitement des personnes vivant avec le VIH sida (PVVIH), plus de 35000 personnes bénéficient gratuitement des antirétroviraux grâce aux efforts du gouvernement togolais et ses partenaires engagés dans cette lutte. En ce qui concerne la 27e Journée Mondiale de lutte Contre le Sida axée sur le thème « zéro discrimination, excluons le VIH, pas les personnes vivant avec le VIH », les activités officielles vont s'étendre sur une semaine. C'est la ville de Sokodé qui est retenue pour cette célébration. Les organisateurs annoncent déjà une campagne qui va permettre de dépister 3 000 personnes. 600 000 préservatifs masculins et 60 000 préservatifs féminins seront aussi distribués sur seize (16) sites dans quatre (4) préfectures, notamment à Bliitta, à Sotouboua, à Tchamba et à Tchaoudjo.

Paul KATASSOLI

Lutte contre la torture

FIN DE MISSION DE L'OMCT AU TOGO SUR FOND DE RECOMMANDATIONS



La table officielle à la conférence de presse

Une mission de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), une structure basée en Suisse était au Togo du 19 au 25 novembre 2014 pour évaluer la mise en œuvre des recommandations adoptées par le comité contre la torture lors de l'examen du Togo en novembre 2012. Conduite par la Secrétaire Générale Adjointe de l'OMCT, Mme Anne-Laurence LACROIX, cette mission a été réalisée en coopération avec le Collectif des Associations Contre l'Impunité et la Torture (CACIT) et l'Action des Chrétiens contre l'Abolition de la Torture (ACAT-Togo).

Pendant une semaine, les envoyés de l'OMCT ont visité les prisons de Lomé et de Tsévié et discuté avec certaines autorités togolaises notamment le ministre en charge des droits de l'homme, Hamadou YAKOUBOU, celui en charge de la sécurité, Yark DAMEHAN, le

président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme. Ils ont aussi travaillé en atelier de 2 jours avec les praticiens de la santé membres du Syndicat National des Praticiens du Togo. Pour le formateur, Dr. Jean Pierre RESTELLINI, médecin légiste, ancien médecin de prison et actuel président du mécanisme National de Prévention Suisse, cet atelier vise à outiller les médecins pour

l'identification et la prise en charge psycho médicale des victimes de torture.

En fin de mission le 25 novembre, les acteurs de l'OMCT au Togo ont salué la bonne volonté des autorités togolaises à mettre en œuvre les recommandations adoptées en novembre 2012. Ils ont relevé certaines préoccupations dont le retard pris dans l'adoption du code pénal, du code de procédure pénale et le projet de loi organique portant attributions, composition et fonctionnement de la CNDH. Ils ont aussi déploré la nomination à la tête de la Gendarmerie Nationale du Col Massina Yotrofeï pourtant cité dans le rapport de la CNDH comme l'un des auteurs d'actes de torture, les difficultés rencontrées par les victimes de torture pour obtenir réparation et l'absence d'enquête sur les conditions de décès d'Etienne Yakanou et sur les allégations de torture faites par certains détenus dans l'affaire des incendies de Lomé et de Kara. La responsable de la mission, Mme Anne-Laurence LACROIX, a alors émis le vœu que ces préoccupations soient prises en compte dans un bref délai par les autorités togolaises dans leur lutte contre la torture.

Londou KAWANA

VOTRE NOUVELLE SÉRIE TÉLÉ
LE TRIANGLE DE L'AMOUR
Infoline: 91 90 50 41



DEVENEZ
DESORMAIS NOTRE
SPONSOR

Contribution des citoyens au développement du Togo LA FONDATION PISCARE INAUGUREE

Plusieurs personnalités et acteurs du développement ont assisté vendredi dernier au lancement de la fondation PISCARE sis à Akossesewa à Lomé. Tiré du latin, « Piscare » signifie « pêcher » et s'inscrit dans la philosophie de la fondation selon laquelle : « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que de lui donner un poisson ». Cette philosophie est bien symbolisée par le logo de la fondation qui est un poisson hameçonné qui sous-entend l'effort fourni pour à cette étape.

La Fondation PISCARE contribue à faire vivre et développer le patrimoine de réflexion et d'expériences accumulées au Togo par les luttes sociales et les mouvements d'idées. Elle va apporter sa pierre au développement des échanges et rencontres permettant de favoriser l'élaboration de propositions utiles à une construction nationale de progrès social, économique, démocratique et culturel. Aussi, va-t-elle entretenir des échanges susceptibles d'aider l'action des personnes et des forces sociales qui inscrivent leur réflexion et leur engagement dans la perspective d'un développement citoyen et social. La Fondation PISCARE va également œuvrer au travail de mémoire, liant la conservation et l'exploitation scientifique d'archives relatives à son objet, à l'incitation et l'aide à tous travaux de recherche et de formation,



Les responsables de la fondation PISCARE

à toutes formes d'échanges et de débats, de formation et d'éducation, de partenariats et de coopération au Togo et à l'étranger, permettant de verser l'étude de ces archives au patrimoine historique du Togo.

Nantie d'un savoir-faire pluridisciplinaire, la Fondation PISCARE compte apporter une excellente expertise dans plusieurs domaines dont la bonne gouvernance et la gestion stratégique, la gestion de projets de développement, les études de faisabilité et les études socioéconomiques et le transfert technologique et développement de

systemes d'information de gestion.

A entendre les responsables de la Fondation PISCARE, plusieurs activités sont inscrites dans l'agenda de cette fondation. Il y aura, des formations relatives à son objet, l'organisation d'expositions, de spectacles et autres événementiels, l'organisation de toutes rencontres, conférences, cours, débats, confrontations, colloques, séminaires..., l'attribution de bourses, prix, récompenses, permettant de favoriser la réalisation de son objet.

Hubert LENOIR

Classement FIFA Novembre 2014 LE TOGO PERD DIX PLACES

La Fédération Internationale de Football association (FIFA) a publié jeudi le classement mondial du mois de novembre. L'Allemagne occupe la première place avec 1725 points. Le Togo pour sa part perd 10 places et se retrouve à la 62e place mondiale avec 516 points contre 559 en octobre et à la 16e place africaine.

La dégringolade du Togo se justifie par les deux lourdes défaites enregistrées face à la Guinée (1-4) et au Ghana (1-3) lors des 5e et 6e journées des éliminatoires de la CAN 2015.

Sur le plan africain, l'Algérie 18e mondiale est toujours en tête du classement suivie de la Tunisie (22e mondiale) qui détrône la Côte d'Ivoire de la deuxième place. La Côte d'Ivoire classée 24e mondiale est désormais 3e africain. Le Sénégal monte à la 4e place africaine (35e mondiale) et le Ghana qui est le 37e à l'échelle mondiale complète le Top 5 africain.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

Processus de renouvellement des instances du CNJ LES ELECTIONS PREFECTORALES ET REGIONALES ONT DEMARRE LE 27 NOVEMBRE

Le comité ad hoc de renouvellement des instances du Conseil National de la Jeunesse a dévoilé le 25 novembre dernier le chronogramme des élections préfectorales et régionales. Selon le président de ce comité, M. D'ALMEIDA Yéma, les élections ont effectivement démarré le 27 novembre conformément au calendrier électoral établi. C'est Lomé commune et Golfe qui a ouvert ces élections le 27 et 28 novembre. Dès demain et jusqu'au 12 décembre, c'est le tour des régions maritimes, plateaux, centrale, Kara et Savanes. Selon ce comité, l'élection du Bureau National est prévue pour le 20 décembre prochain.

Pour faire acte de candidature, tout jeune doit fournir, une photo d'identité, une copie d'une pièce d'identité, une déclaration signée du responsable de son association ou une attestation de mandatement du candidat par son organisation. Il doit aussi fournir une copie certifiée conforme de l'acte légal de reconnaissance de son association et une copie du reçu de versement des frais d'adhésion, une lettre d'engagement et un certificat de résidence du candidat. Pour ceux qui veulent postuler pour le Bureau Exécutif National, ils doivent ajouter un formulaire de candidature rempli, un extrait de casier judiciaire datant d'au moins trois mois et un certificat médical d'aptitude.



M. D'ALMEIDA Yéma (au milieu), président du comité ad hoc

En prélude au démarrage effectif des élections, les statuts, le règlement intérieur et le code électoral ont été amendés et validés. Le comité en charge des élections a aussi fait une tournée nationale pour informer et échanger avec les associations sur le nouveau processus. A entendre M. D'ALMEIDA Yéma, des dispositions sont prises pour que ce processus électoral ne soit pas émaillé d'irrégularités.

Londou KAWANA

Crise à la Fédération Togolaise de Football GABRIEL S'ACCROCHE QUOIQU'IL ARRIVE

Les dirigeants de 35 clubs et ligues affiliés à la Fédération togolaise de football (FTF) ont ouvertement déclaré « incompetent » il y a quelques jours, le bureau exécutif de ladite fédération dirigé par Gabriel Améyi. Pour eux, la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) doit mettre en place un organe chargé de conduire le processus de mise en place d'un nouveau bureau au lieu de laisser en place l'actuel.

En réponse à cette position, le président de la FTF, M. Améyi, intervenant dans une émission sportive en fin de semaine sur la TVT, a recommandé à ses « détracteurs » d'attendre pour le battre dans les urnes.

« S'ils sont capables de tenir les rênes de cette fédération, ils n'ont qu'à attendre paisiblement les élections pour dégager un ou deux candidats et



Gabriel Améyi

s'ils me gagnent, je vais les embrasser », a-t-il relevé avant d'ajouter que le bureau qu'il dirige est en « période de consensus » que seule la FIFA peut arrêter.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

Togo Football Awards 2014 LA LISTE DES NOMINES CONNUE

Invité samedi dernier sur une radio de la place, Henri Dessong Djagba, le président du comité d'organisation de Togo Football Awards a rendu officiel la liste des nominés pour l'édition 2014 du titre de meilleur togolais de l'année. Comme de coutume, ils sont trois nominés dans chacune des catégories. Pour le titre de meilleur joueur togolais évoluant à l'étranger, le gardien de Reims (Ligue 1 France), Kossi Agassa, vainqueur de l'édition 2013 est en lice avec le milieu de terrain de l'Olympique de Marseille (Ligue 1 France), Jacques Alaixys Romao, également vainqueur en 2012 et l'attaquant de Tottenham (Première league Anglaise), Emmanuel Shéyi Adébayor, détenteur de six titres. Au titre de meilleur joueur togolais évoluant sur le continent africain, le milieu de terrain Womé Dové de Super Sport United en Afrique du Sud, élu en

2013, est en course pour un second titre avec le défenseur Sadate Ouro-Akoriko d'Amazoulou Sports d'Afrique du Sud et l'attaquant Aloënouvur Backer qui évolue en championnat irakien.

Cette liste des nominés a été transmise aux organisateurs par la Commission jury composée de cinq professionnels de média. Les éléments qui ont milité en faveur de ces choix sont « la régularité du joueur en club, la performance individuelle, la performance collective, le niveau du championnat et le comportement du joueur (sanction disciplinaire) », a expliqué Henri Dessong Djagba. En plus de ces titres, des Oscars et prix spéciaux seront décernés le 27 décembre prochain à l'occasion de la nuit des récompenses au Grand Rex à Lomé.

Denis GOSSOU (Stagiaire)

AVIS DE DÉCÈS



TOGBUI ODJIMA KALIFE IV, Chef du Canton de Vogon. La famille AGBOH AHOUELETE de Lomé et de Vogon. Veuve AGBOH AHOUELETE Adakou Lucie, née AMEGANVI-KANGNI. Monsieur AGBOH AHOUELETE Kokouvi Jean-Paul, Président du Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), Directeur de publication du journal FOCUS INFOS, ses frères et sœurs. Ont la profonde douleur de vous faire part du rappel à Dieu de :

AGBOH Ahoùéléte Tossou Yao Paul,

Adjudant Chef de l'Armée française à la retraite, Agent technique de santé à la retraite. Médaille de la Croix du Mérite de l'Union Nationale des Combattants de France. Médaille de la Croix du Combattant de l'Europe. Médaille du Mérite militaire du Togo. Chevalier de l'Ordre du Mono. Chevalier de l'ordre du mono.

Décédé le 12 Novembre 2014 à Lomé à l'âge de 88 ans

PROGRAMME DES OBSEQUES

Mercredi 10 Décembre

18h30 : Veillée de prières et de chants au domicile du défunt sis à Bè 4, Rue Gaitou à Lomé

Jeudi 11 Décembre 2014

8h00 : Levée du corps
9h00 : Messe d'enterrement en la Paroisse Sainte Marie-Reine du Monde de Bè suivi de l'inhumation au cimetière de Bè Kpota

Dimanche 14 Décembre

10h00 : Messe d'Actions de Grâce en la même église

Les salutations d'usage seront reçues au domicile du défunt.

Maison Mortuaire : Domicile du défunt sis à Bè 4 Rue Gaitou, Face terrain AGBOH non loin du collège POLYTECHNIQUE BRUCE(TADJIN).

EBENE RADIO
LE BEST OF DES RADIOS
www.ebene-radio.com
La radio de la diaspora

Soirée des lauréats du concours musical 228 T Factor le 6 décembre UNE ENVELOPPE DE 1 MILLION CFA ET D'AUTRES LOTS POUR LE MEILLEUR



M. Roméo Combey



L'équipe de production

Débuté le 1er septembre 2013, la 1ère édition du programme musical de télé-réalité 228 T FACTOR est arrivée à sa fin. Après la finale du 27 novembre dernier, la grande soirée des lauréats va se dérouler le samedi 6 décembre prochain au grand REX de Lomé. C'est à l'occasion de cette soirée le lauréat sera connu. En ce qui concerne la finale, c'est par le voting de la population que le lauréat du concours sera dégagé. Selon le coordonnateur de 228 T FACTOR, M. Roémo Combey, 5 lauréats seront primés à la soirée des lauréats. Le 1er lauréat de ce concours bénéficiera d'une enveloppe d'un million de francs CFA, des tournées, un

séjour de 3 mois aux USA et un accompagnement professionnel et financier pour la production d'un album de niveau international. Ce produit fera donc l'objet d'un marketing au niveau national, régional et international. Inspiré des projets télé très populaires en Europe et aux USA, Star Académie » en France, America GotTalent » aux USA etc, le concept 228 T FACTOR est authentiquement musical et se présente sous forme de « télé Réalité ». Cet événement est initié pour promouvoir l'excellence dans l'art musical auprès de la population togolaise pour en faire un produit

compétitif sur le plan national et international. Il s'agit précisément de détecter et révéler les meilleurs talents musicaux togolais, créer un environnement propice aux investisseurs et producteurs et créer une plateforme d'échange entre les acteurs de la musique togolaise et internationale. Pour arriver à la grande finale, l'équipe de production de 228 T FACTOR a sillonné les principales villes et localités du Pays à la rencontre de potentiels candidats. Elle a traversé la phase de casting, l'étape des auditions. A l'issue de ces deux étapes, 20 candidats ont été dégagés pour les quarts de

final. A partir de l'étape de la demi-finale les 10 candidats retenus ont reçu l'accompagnement des membres du jury et d'autres personnalités dans le domaine musical. La deuxième édition est annoncée pour juin 2015. Selon le promoteur, plus d 400 jeunes se sont déjà inscrits pour cette deuxième édition. La compétition s'annonce alors plus rude que la première. Pour l'heure, le voting peut continuer pour dégager le lauréat de la première édition.

La Rédaction



Le Conseil National des Patrons de Presse présente :

du **17 Décembre**
au **20 Décembre 2014**
au

Centre Agora Senghor

**LES PREMIÈRES
JOURNÉES PORTES
OUVERTES DE LA
PRESSE TOGOLAISE**



SOIRÉE DE GALA
**« LA NUIT DE
LA PRESSE »**
Le 20 Décembre
à partir de 20 heures
à l'hôtel EDA OBA

CONAPP, la passion d'une profession